



Informations financières consolidées au 30 juin 2015

Conseil d'administration du 21 juillet 2015

Solocal Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 233 259 388,60 euros
Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex
R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1.	Rapport d'activité au 30 juin 2015	2
1.1.	Présentation générale	2
1.2.	Commentaires sur les résultats au 30 juin 2015	4
1.2.1.	Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent	5
1.2.2.	Analyse du résultat d'exploitation.....	5
1.2.3.	Analyse du résultat de la période	6
1.2.3.1.	Résultat financier.....	6
1.2.3.2.	Impôt sur les sociétés	7
1.2.3.3.	Résultat de la période	7
1.3.	Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées.....	8
1.4.	Risques et incertitudes relatifs aux deux derniers trimestres 2015	11
2.	Comptes consolidés condensés.....	12
2.1 -	Etat du résultat consolidé	12
2.2 -	Etat du résultat global	13
2.3 -	Etat de situation financière	14
2.4 -	Etat de variation des capitaux propres.....	15
2.5 -	Etat des flux de trésorerie.....	16
2.6 -	Notes aux comptes consolidés condensés.....	17
Note 1 -	Description de l'activité.....	17
Note 2 -	Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés	17
Note 3 -	Présentation des états financiers.....	19
Note 4 -	Information sectorielle.....	19
Note 5 -	Résultat financier	21
Note 6 -	Impôt sur les sociétés	22
6.1 -	Preuve d'impôt groupe	22
6.2 -	Impôt au bilan	23
Note 7 -	Instruments financiers dérivés.....	24
Note 8 -	Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	25
Note 9 -	Capitaux propres	27
Note 10 -	Evolution du périmètre de consolidation	28
Note 11 -	Information sur les parties liées	28
Note 12 -	Engagements hors bilan	28
Note 13 -	Litiges – évolutions significatives du semestre.....	29
Note 14 -	Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2015.....	29
3.	Déclaration de la personne responsable	30
4.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015.....	31

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2015

1.1. Présentation générale

Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le Groupe crée et met à disposition des services qui donnent accès à une mine d'informations utiles et fiables. Adaptés en permanence aux modes de consommation, ils accompagnent les citoyens partout et tous les jours pour leur faciliter la vie : localiser et contacter un professionnel, obtenir un itinéraire, visiter les boutiques des commerçants, repérer les bons plans...

Toujours au plus près des usages, Solocal Group développe ses services non seulement sur l'Internet fixe, mais aussi sur tous les supports mobiles (notamment via des applications pour iPhone, iPad et Android), répondant ainsi au besoin grandissant de disponibilité et de proximité des informations.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des media : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité des services, construite année après année, est le socle de la puissance des audiences. Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 6 business units, 5 verticales « marchés » Solocal Commerce, Solocal B2B, Solocal Habitat, Solocal Services, Solocal Santé et Public, et Solocal Network dédiée aux marques et réseaux, grands comptes et clients internationaux. Cette organisation vise à améliorer l'expérience clients, et à répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés aux besoins des différents marchés.

Les activités du Groupe se décomposent en deux segments : le segment « Internet », et le segment « Imprimés & Vocal ».

- Internet :

La croissance Internet du Groupe repose sur 2 lignes de produit : « search et display » d'une part, et « marketing digital » d'autre part.

Les produits « search et display » constituent le socle historique des activités internet de Solocal Group et représentent la plus grosse partie du chiffre d'affaires internet. Le Groupe se diversifie de plus en plus dans les activités dites de « marketing digital », principalement en proposant de nouvelles offres de service à sa base de clients « search et display » existante.

Search et display : il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media). Les produits afférents reposent très largement sur les grands médias du Groupe « pagesjaunes.fr », « Mappy » et « ComprendreChoisir ».

Marketing digital : Les solutions de Marketing digital de Solocal Group permettent à tout professionnel, de la TPE à la grande enseigne à réseau, d'étendre leur présence sur Internet au-delà des medias propres du Groupe, et de bénéficier de services de mise en relation transactionnels.

Parmi les solutions de présence digitale, Solocal Group propose la création et l'hébergement de sites Web et leur référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche (SEO – référencement naturel, ou SEM – référencement payant). Les sites développés par Solocal Group pour le compte de ses clients sont compatibles avec un usage mobile. De surcroît, des solutions de reciblage des internautes permettent d'étendre la visibilité des sites des clients du Groupe sur des portails premium partenaires.

Solocal Group propose également des services de mise en relation transactionnels, en adéquation avec le secteur d'activité des professionnels : demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, demande de devis sur le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, prise de rendez-vous en ligne s'appuyant sur la technologie développée par ClicRDV, commande en ligne la livraison de plats cuisinés sur Chronorestro.fr auprès des restaurants de proximité référencés, solutions de Web-to-Store au travers de l'actif cartographique Mappy et de la technologie de « store locator » de Leadformance.

En outre, Solocal Group met à disposition de ses clients la possibilité de créer et mettre en visibilité des offres promotionnelles de type « couponing » (123deal et Smartprivé), la promotion et mise en avant de Bons Plans sur pagesjaunes.fr, et la création et gestion de campagnes de Marketing Direct (SMS, emailing ciblé).

- Imprimés & Vocal :

Il s'agit de l'activité relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

Par ailleurs, il s'agit aussi des activités suivantes : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2015

Compte de résultat consolidé, au 30 juin 2015

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	450,2	470,8	-4,4%
Charges externes nettes	(103,7)	(109,5)	5,3%
Frais de personnel	(212,8)	(194,1)	-9,6%
EBITDA récurrent	133,8	167,2	-20,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>29,7%</i>	<i>35,5%</i>	
Elements exceptionnels	(8,6)	(10,1)	14,9%
EBITDA	125,2	157,1	-20,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>27,8%</i>	<i>33,4%</i>	
Dépréciations et amortissements	(23,2)	(27,1)	14,4%
Résultat d'exploitation	102,0	130,0	-21,5%
Produits financiers	1,0	0,6	66,7%
Charges financières	(44,0)	(58,4)	24,7%
Résultat financier	(42,9)	(57,8)	25,8%
Quote-part de résultat des entreprises	0,1	(0,2)	na
Résultat avant impôt	59,1	72,0	-17,9%
Impôt sur les sociétés	(25,1)	(31,7)	20,8%
<i>Taux d'impôt effectif hors MEE</i>	<i>-42,6%</i>	<i>-44,0%</i>	
Résultat de la période	34,0	40,3	-15,6%

Détail du chiffre d'affaires consolidé, au 30 juin 2015

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires Internet	329,2	315,3	+4,4%
Search & Display	255,2	247,3	+3,2%
Marketing digital	74,1	68,0	+9,0%
Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal	121,0	155,5	-22,2%
Chiffre d'affaires consolidé	450,2	470,8	-4,4%

Audience

Le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe est de 1108 millions au premier semestre, en hausse de 12% par rapport au premier semestre 2014, à périmètre comparable avec un nombre de visites sur Internet mobile en hausse de 23%. Le mobile représente 35% de l'audience Internet du Groupe.

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent

Au premier semestre 2015, le Groupe affiche un chiffre d'affaires consolidé de 450,2 millions d'euros en recul de -4,4% par rapport au premier semestre 2014.

- L'activité Internet enregistre une croissance de +4,4% (+4,8% au 2^{ème} trimestre) portée par l'activité Search & Display à +3,2%. La progression de cette activité est tirée principalement par l'augmentation de l'ARPA Search & Display de +9% liée à la bonne monétisation des audiences Internet en croissance de +12%, et par la progression de +9% de l'activité Marketing digital suite au renouvellement des sites autour de nouvelles offres et de contenus enrichis.
- La décroissance des activités Imprimés & Vocal s'établit à -22,2% sur la période (-23,2% au 2^{ème} trimestre), impactée par la digitalisation croissante des offres promues par les conseillers progressivement plus experts sur la communication digitale.

L'EBITDA récurrent du Groupe s'élève à 133,8 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 20,0% par rapport au premier semestre 2014. Le taux de marge EBITDA/CA est de 30% au 1^{er} semestre 2015 en diminution de 6 points par rapport au 1^{er} semestre 2014. Cette baisse maîtrisée résulte d'un taux de marge de 33% au 2^{ème} trimestre 2015 quasiment stable par rapport au 2^{ème} trimestre 2014, reflétant la mise en place du plan d'amélioration opérationnelle :

- la grande discipline sur les charges externes en baisse de 5,3% au 1^{er} semestre (13,5% au 2^{ème} trimestre),
- la gestion rigoureuse des ressources permettant de stabiliser les frais de personnel au 2^{ème} trimestre,
- et le contrôle du déclin de l'activité Imprimés & Vocal avec un taux de marge à 30% au 1^{er} semestre.

1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe au premier semestre 2014 et au premier semestre 2015 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
EBITDA récurrent	133,8	167,2	-20,0%
Elements exceptionnels	(8,6)	(10,1)	14,9%
EBITDA	125,2	157,1	-20,3%
Dépréciations et amortissements	(23,2)	(27,1)	14,4%
Résultat d'exploitation	102,0	130,0	-21,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>22,7%</i>	<i>27,6%</i>	

Les éléments exceptionnels (coûts des restructurations et d'intégration) du Groupe s'élèvent à 8,6 millions d'euros au premier semestre 2015, contre 10,1 millions d'euros au premier semestre 2014. En 2015, la charge est liée aux provisions de restructuration constituées dans le cadre du plan d'amélioration opérationnelle. Au premier semestre 2014, ces derniers avaient été engendrés par la réorganisation commerciale et marketing de PagesJaunes.

Les dépréciations et amortissements du Groupe s'élèvent à 23,2 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 27,1 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une baisse de 3,9 millions d'euros (14,4%) qui s'explique principalement par les pertes de valeur sur écarts d'acquisition de 3,6 millions d'euros comptabilisées au 30 juin 2014, et par l'impact favorable de 1,5 million d'euros lié à la cession du solde de la participation dans Editus au deuxième trimestre 2015. Ajusté de ces montants exceptionnels, les dépréciations et amortissements du Groupe sont en hausse de 5,2% au premier semestre 2015 comparé au premier semestre 2014.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse de 21,5% par rapport au premier semestre 2014 à 102,0 millions d'euros. Cette baisse de 28,0 millions d'euros résulte pour -33,5 millions d'euros de la baisse de l'EBITDA récurrent, pour +1,5 million d'euros d'une moindre charge de restructuration et pour +3,9 millions d'euros de la baisse des dépréciations et amortissements.

1.2.3. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe au premier semestre 2014 et au premier semestre 2015 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Résultat d'exploitation	102,0	130,0	-21,5%
Produits financiers	1,0	0,6	66,7%
Charges financières	(44,0)	(58,4)	24,7%
Résultat financier	(42,9)	(57,8)	25,8%
Quote-part de résultat des entreprises	0,1	(0,2)	na
Résultat avant impôt	59,1	72,0	-17,9%
Impôt sur les sociétés	(25,1)	(31,7)	20,8%
<i>Taux d'impôt effectif hors MEE</i>	<i>-42,6%</i>	<i>-44,0%</i>	
Résultat de la période	34,0	40,3	-15,6%

1.2.3.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 42,9 millions d'euros au premier semestre 2015 contre de 57,8 millions d'euros au premier semestre 2014. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, d'un montant de 811,1 millions d'euros au premier semestre 2015 (813,8 millions d'euros au premier semestre 2014), et à l'emprunt obligataire émis en 2011 pour un montant de 350,0 millions d'euros. Au 30 juin 2015, la ligne de crédit revolving n'était pas tirée.

Au 30 juin 2015, la dette bancaire est couverte par des swaps et un collar à hauteur 98,6% (échéance septembre 2015).

La charge d'intérêts totale s'élève à 40,5 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 48,3 millions d'euros au premier semestre 2014. Cette baisse est liée à la diminution de l'encours moyen de la dette entre les 2 semestres suite au remboursement en juin 2014 de 400 millions d'euros de l'emprunt bancaire. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 6,07% au premier semestre 2014 à 6,83% au premier semestre 2015, soit une augmentation de 76 points de base liée à un poids plus important au premier semestre 2015 qu'au premier semestre 2014 de l'emprunt obligataire dans les sources de financement.

Le résultat financier comprend également l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 3,6 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 9,5 millions d'euros au premier semestre 2014 qui incluait notamment un amortissement accéléré des frais suite au refinancement intervenu en juin 2014. La variation de la juste valeur des instruments de couverture (part constatée au compte de résultat) a représenté un produit de 2,7 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 0,5 million d'euros au premier semestre 2014.

1.2.3.2. Impôt sur les sociétés

Au premier semestre 2015, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 25,1 millions d'euros, en baisse de 20,8% par rapport au premier semestre 2014. Le taux d'imposition effectif est de 42,6% au premier semestre 2015 contre 44,0% au premier semestre 2014. Cette baisse du taux d'imposition effectif s'explique essentiellement par la déduction de la charge de rémunération en actions relative aux plans d'actions gratuites.

1.2.3.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 34,0 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 40,3 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une baisse de 15,6% entre les deux périodes.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe au 30 juin 2015, au 31 décembre 2014, et au 30 juin 2014 :

Solocal Group	Période close le 30 juin	Exercice clos le 31 décembre	Période close le 30 juin
En millions d'euros	2015	2014	2014
Intérêts courus non échus	0,0	0,2	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	75,1	46,2	54,6
Trésorerie brute	75,2	46,4	54,6
Découverts bancaires	(2,8)	(2,8)	(1,9)
Trésorerie nette	72,3	43,6	52,7
Emprunt bancaire	811,1	813,8	813,9
Emprunt obligataire	350,0	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	-	20,0	-
Frais d'émission d'emprunts	(22,2)	(25,8)	(29,3)
Dettes de crédit-bail	0,9	0,8	1,0
Juste valeur des instruments de couverture	3,1	9,9	16,2
Intérêts courus non échus	4,8	5,1	16,9
Compléments de prix	1,0	1,4	1,4
Autres dettes financières	4,8	4,1	1,4
Endettement financier brut	1 153,5	1 179,4	1 171,5
Endettement net	1 081,1	1 135,8	1 118,9
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 100,2	1 151,6	1 131,9

La dette nette du Groupe est en baisse de 37,8 millions d'euros par rapport au 30 juin 2014 et en baisse de 54,7 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Elle s'élève à 1 081,1 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 1 135,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 1 118,9 millions d'euros au 30 juin 2014.

Au 30 juin 2015, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 811,1 millions d'euros, la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option),
- de la juste valeur des instruments de couverture qui représente une dette de 3,1 millions d'euros au 30 juin 2015. Au 30 juin 2015, la dette bancaire est couverte par des swaps et un collar à hauteur de 98,6% jusqu'en septembre 2015,
- d'une ligne de crédit revolving d'un montant total de 54,6 millions d'euros. Au 30 juin 2015, elle n'était pas tirée,

- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable mi-2018,
- d'une trésorerie nette de 72,3 millions d'euros.

Au 30 juin 2015, le montant disponible au titre de la ligne de crédit revolving s'élève à 54,6 millions d'euros. En incluant la trésorerie au 30 juin 2015, les liquidités disponibles s'élèvent ainsi à 126,9 millions d'euros.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 3,1 millions d'euros au 30 juin 2015 contre un passif de 9,9 millions d'euros au 30 juin 2014, et hors frais d'émission d'emprunts, soit 25,8 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 22,2 millions d'euros au 30 juin 2014, la dette nette s'élève à 1 100,2 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 1 131,9 millions d'euros au 30 juin 2014.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé au premier semestre 2014 et au premier semestre 2015 :

Solocal Group	Périodes closes le 30 juin		
	2015	2014	Variation 2015/2014
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	77,3	95,9	(18,6)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(28,5)	(49,6)	21,1
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(20,0)	(66,7)	46,6
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	0,0	0,0
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	28,8	(20,4)	49,2
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	43,6	73,1	(29,5)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	72,3	52,7	19,7

La trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe s'élèvent à 72,3 millions d'euros au 30 juin 2015 contre 52,7 millions d'euros au 30 juin 2014.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 77,3 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 95,9 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une baisse de 18,6 millions d'euros avec principalement :

- un EBITDA récurrent de 133,8 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse de 33,5 millions d'euros par rapport au premier semestre 2014,
- une hausse de 2,7 millions d'euros de décaissements d'éléments exceptionnels (dont frais de restructuration),
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 5,6 millions d'euros au premier semestre 2015 contre une baisse de 15,8 millions d'euros au premier semestre 2014, soit une variation de 21,4 millions d'euros entre les deux périodes. Elle est induite temporairement par le nouveau mode de rémunération des commerciaux,

- un décaissement net de 42,5 millions d'euros au titre des intérêts financiers au premier semestre 2015 contre 37,8 millions d'euros au premier semestre 2014 qui avait bénéficié d'un report de décaissement d'intérêts au second semestre,
- un décaissement de 0,6 million d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés au premier semestre 2015 contre 44,8 millions d'euros au premier semestre 2014.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 28,5 millions d'euros au premier semestre 2015, en baisse par rapport au décaissement de 49,6 millions d'euros constaté au premier semestre 2014, avec principalement :

- 34,7 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au premier semestre 2015 contre 35,5 millions d'euros au premier semestre 2014,
- 0,4 million d'euros au titre d'acquisition de titres de participation et de compléments de prix nets de la trésorerie acquise au premier semestre 2015 contre 8,2 millions d'euros au 30 juin 2014 (prise de contrôle à 100% de LeadFormance, Retail Explorer),
- 4,1 millions d'euros de produits de cession de titres de participation au premier semestre 2015 (Editus principalement),
- 6,0 millions d'euros au titre de cash collateral versés en garantie de deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement souscrits en mai 2014.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 20,0 millions d'euros au premier semestre 2015 contre 66,7 millions d'euros au premier semestre 2014 soit une baisse de 46,6 millions d'euros avec principalement :

- une diminution de 20,0 millions d'euros correspondant au remboursement au premier semestre 2015 de la ligne de crédit revolving tirée fin 2014,
- une diminution de 83,6 millions d'euros liée aux remboursements contractuels de l'emprunt bancaire au premier semestre 2014,
- une diminution de 400,0 millions d'euros liée au remboursement d'une partie de l'emprunt bancaire suite à sa renégociation, les frais décaissés se sont élevés à 6,2 millions d'euros au 30 juin 2014,
- une augmentation de capital nette des frais de souscription de 422,9 millions d'euros au premier semestre 2014,
- une augmentation de capital réservée aux salariés pour 2,6 millions d'euros au premier semestre 2015,
- des décaissements sur les actions propres pour 2,7 millions d'euros au premier semestre 2015.

1.4. Risques et incertitudes relatifs aux deux derniers trimestres 2015

Les principaux risques et incertitudes identifiés par le Groupe concernent :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : la diminution de l'usage des annuaires imprimés combinée à une concurrence croissante sur le marché de la publicité en ligne, une dégradation des conditions économiques, l'incertitude sur le modèle économique de la publicité en ligne ou encore l'appauvrissement du contenu de ses services sont autant de facteurs de risques qui pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.
- Les aspects financiers : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé aux risques de taux d'intérêt, de liquidité et de crédit.
- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

2. Comptes consolidés condensés

2.1 - Etat du résultat consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2014 (*)	2ème trimestre 2015	2ème trimestre 2014 (*)
Chiffre d'affaires		450 197	470 775	240 960	255 076
Charges externes nettes		(103 667)	(109 451)	(53 140)	(61 402)
Frais de personnel		(212 755)	(194 081)	(108 230)	(108 241)
EBITDA récurrent		133 775	167 244	79 590	85 433
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		<i>29,7%</i>	<i>35,5%</i>	<i>33,0%</i>	<i>33,5%</i>
Elements exceptionnels		(8 571)	(10 097)	(8 091)	(775)
EBITDA		125 204	157 147	71 499	84 658
<i>en % du chiffre d'affaires</i>		<i>27,8%</i>	<i>33,4%</i>	<i>29,7%</i>	<i>33,2%</i>
Dépréciations et amortissements		(23 248)	(27 139)	(11 383)	(16 828)
Résultat d'exploitation		101 957	130 008	60 116	67 830
Produits financiers		1 032	584	566	56
Charges financières		(43 953)	(58 383)	(21 418)	(30 074)
Résultat financier	5	(42 921)	(57 799)	(20 852)	(30 018)
Quote-part de résultat des entreprises associées		107	(191)	-	(224)
Impôt sur les sociétés	6	(25 146)	(31 748)	(17 669)	(16 864)
Résultat de la période		33 996	40 270	21 595	20 724
Résultat de la période attribuable aux :					
- Actionnaires de Solocal Group		33 992	40 272	21 587	20 722
- Participation ne donnant pas le contrôle		4	(2)	8	2
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de Solocal Group (en euros)					
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré					
- de base		0,03	0,14		
- dilué		0,03	0,13		
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions existantes (au 30 juin)					
- de base		0,03	0,14		
- dilué		0,03	0,13		

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

2.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2014 (*)	2ème trimestre 2015	2ème trimestre 2014 (*)
Report résultat de la période	33 996	40 270	21 595	20 724
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :				
- Montant brut	5 959	3 677	3 078	1 891
- Impôt différé	(397)	(1 397)	849	(718)
- Montant net d'impôt	5 562	2 280	3 927	1 173
Réserves écarts actuariels IFC :				
- Montant brut	-	6 426	-	6 426
- Impôt différé	-	(2 212)	-	(2 212)
- Montant net d'impôt	-	4 214	-	4 214
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	(21)	2	(15)	5
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	5 541	6 496	3 912	5 392
Résultat global total net d'impôt	39 538	46 765	25 506	26 115
Résultat global total attribuable aux :				
- Actionnaires de Solocal Group	39 534	46 767	25 498	26 113
- Participation ne donnant pas le contrôle	4	(2)	8	2

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

2.3 - Etat de situation financière

	Notes	Période close le 30 juin 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)	Période close le 30 juin 2014 (*)
<i>(Montants en milliers d'euros)</i>				
Actif				
Ecarts d'acquisition nets		82 467	82 467	82 209
Autres immobilisations incorporelles nettes		120 335	107 265	97 596
Immobilisations corporelles nettes		22 156	25 269	26 249
Participations dans les entreprises associées		-	2 272	2 087
Actifs disponibles à la vente		183	340	408
Autres actifs financiers non courants		4 847	4 616	5 032
Impôts différés actifs	6	5 433	6 928	13 439
Total des actifs non courants		235 421	229 157	227 020
Stocks nets		742	1 253	805
Créances clients nettes		335 103	441 786	333 796
Coût d'acquisition de contrats		36 720	46 669	56 949
Autres actifs courants		38 499	29 032	33 815
Créances d'impôt sur les sociétés		96	18 983	19 213
Charges constatées d'avance		14 058	9 431	9 971
Autres actifs financiers courants		9 730	13 187	9 730
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	75 153	46 354	54 603
Total des actifs courants		510 102	606 695	518 882
Total actif		745 522	835 852	745 902
Passif				
Capital social		233 259	232 345	232 345
Prime d'émission		364 544	362 899	362 899
Réserves		(1 939 011)	(1 993 474)	(1 995 192)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de Solocal Group		33 992	59 286	40 272
Autres éléments du résultat global		(16 815)	(22 377)	(19 897)
Actions propres		(4 744)	(7 151)	(9 218)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Solocal Group		(1 328 775)	(1 368 472)	(1 388 791)
Participation ne donnant pas le contrôle		73	69	58
Total capitaux propres		(1 328 702)	(1 368 403)	(1 388 733)
Dettes financières et dérivés non courants	8	1 128 493	1 139 637	1 153 015
Avantages du personnel - non courants		90 954	90 439	78 359
Provisions - non courantes		12 989	16 910	8 932
Autres passifs non courants		-	30	-
Total des passifs non courants		1 232 436	1 247 016	1 240 306
Découverts bancaires et autres emprunts courants	8	23 002	37 461	3 587
Intérêts courus non échus	8	4 784	5 060	16 876
Provisions - courantes		24 792	22 864	22 463
Dettes fournisseurs		99 403	98 923	98 614
Avantages du personnel - courants		100 210	117 615	113 235
Autres passifs courants		90 490	99 886	87 047
Dettes d'impôt sur les sociétés		5 629	51	59
Produits constatés d'avance		493 479	575 379	552 448
Total des passifs courants		841 788	957 239	894 330
Total passif		745 522	835 852	745 902

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

2.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1er janvier 2014 (*)	277 002 259	56 197	98 676	(10 004)	(1 984 215)	(26 391)	1	(1 865 737)	60	(1 865 677)
Résultat global total de la période					40 856			40 856	(2)	40 854
Autres éléments du résultat global, net de taxe					-	6 494	2	6 496		6 496
Résultat global total de la période, net de taxe					40 856	6 494	2	47 351	(2)	47 349
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	880 742 416	176 148	264 223		(12 792)			427 579		427 579
Rémunération en actions					1 814			1 814	-	1 814
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	930 591			786				786		786
Solde au 30 juin 2014 (*)	1 158 675 266	232 345	362 899	(9 218)	(1 955 962)	(19 897)	2	(1 389 830)	58	(1 389 772)
Résultat global total de la période					18 557			18 557	11	18 568
Autres éléments du résultat global, net de taxe					-	(2 480)	9	(2 471)		(2 471)
Résultat global total de la période, net de taxe					18 557	(2 480)	9	16 086	11	16 097
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	-	-	-		587			587		587
Rémunération en actions					1 121			1 121	-	1 121
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	794 717			2 067				2 067	-	2 067
Solde au 31 décembre 2014 (*)	1 159 469 983	232 345	362 899	(7 151)	(1 934 200)	(22 377)	12	(1 368 472)	69	(1 368 403)
Résultat global total de la période					33 992			33 992	4	33 996
Autres éléments du résultat global, net de taxe					-	5 562	(21)	5 541		5 541
Résultat global total de la période, net de taxe					33 992	5 562	(21)	39 534	4	39 538
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	4 569 773	914	1 645		-			2 559		2 559
Rémunération en actions					(4 803)			(4 803)	-	(4 803)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	1 436 123			2 407				2 407	-	2 407
Solde au 30 juin 2015	1 165 475 879	233 259	364 544	(4 744)	(1 905 010)	(16 815)	(9)	(1 328 775)	73	(1 328 702)

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

2.5 - Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2014 (*)	2ème trimestre 2015	2ème trimestre 2014 (*)
Résultat attribuable aux actionnaires de Solocal Group		33 992	40 272	21 587	20 722
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition		24 993	26 791	13 128	16 509
Variation des provisions		(1 440)	3 365	1 156	(3 972)
Rémunération en actions		1 954	1 814	1 055	1 538
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		(1 487)	348	(1 487)	319
Produits et charges d'intérêts	5	35 050	50 920	16 847	26 235
Instruments de couverture	5	7 871	6 879	4 005	3 783
Ecart de change non réalisé		-	-	-	-
Charge d'impôt de l'exercice	6	25 146	31 748	17 669	16 864
Quote-part de résultat des entreprises associées		(107)	191	-	224
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		4	(2)	8	2
Diminution (augmentation) des stocks		511	110	(520)	(403)
Diminution (augmentation) des créances clients		106 935	70 869	52 955	65 929
Diminution (augmentation) des autres créances		(4 463)	(6 294)	386	6 152
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		1 705	6 754	10 878	7 509
Augmentation (diminution) des autres dettes		(110 288)	(55 593)	(66 544)	(83 510)
Variation du besoin en fonds de roulement		(5 600)	15 847	(2 845)	(4 323)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		212	313	137	151
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(42 700)	(37 804)	(30 196)	(25 072)
Impôt sur les sociétés décaissé		(597)	(44 829)	(663)	(24 742)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		77 291	95 852	40 401	28 238
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(34 696)	(35 459)	(18 550)	(18 866)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		6 171	(14 168)	7 224	(11 078)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(28 525)	(49 627)	(11 326)	(29 944)
Augmentation (diminution) des emprunts		(19 918)	(489 444)	(1 347)	(450 442)
Augmentation de capital nette de frais		2 559	422 883	2 559	422 883
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		(2 653)	(90)	49	(1 009)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(20 012)	(66 650)	1 261	(28 567)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		4	2	(3)	3
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		28 758	(20 424)	30 333	(30 270)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		43 578	73 079	42 003	82 925
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	8	72 335	52 655	72 335	52 655

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe Solocal s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

Solocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (LOCAL).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de Solocal Group du 21 juillet 2015.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de Solocal Group, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2015, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 disponibles sur le site Internet du Groupe (<http://www.solocalgroup.com/finances>), sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2015, sans impact significatif :

- IAS 19 Defined Benefit Plans: Employee Contributions
- Improvements to IFRSs 2010-2012 Cycle
- Improvements to IFRSs 2011-2013 Cycle

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2015.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

L'application de l'interprétation IFRIC 21 constitue un changement de méthode comptable. Elle a été appliquée rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2014 et a eu pour effet la comptabilisation immédiate en capitaux propres :

- au 1^{er} janvier 2014 de 1,6 million d'euros, 1,0 million d'euros après impôt,
- au 30 juin 2014 de - 0,9 million d'euros, - 0,6 million d'euros après impôt,
- au 31 décembre 2014 de 0,7 million d'euros, 0,5 million d'euros après impôt.

Le résultat publié au 30 juin 2014 (40,9 millions d'euros), est ainsi retraité de 0,6 million d'euros après impôt et s'établit à 40,3 millions d'euros.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au

30 juin 2015 :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts (applicable au 1er janvier 2016)
- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1er janvier 2017) – "décision provisoire de l'IASB d'un report au 1er janvier 2018."
- IFRS 9 Financial Instruments (applicable au 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39 (date d'application non fixée)
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IAS 27 Equity Method in Separate Financial Statements (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- Improvements to IFRSs 2012-2014 Cycle (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IAS 1 Disclosure Initiative (applicable au 1^{er} janvier 2016)
- IFRS 10, IFRS12 and IAS 28 Investment Entities: Applying the Consolidation Exception (applicable au 1^{er} janvier 2016)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2015 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 30 juin 2015

L'examen des indices de pertes de valeurs a consisté à une analyse détaillée des hypothèses et n'a pas conduit à la constatation de dépréciations dans les comptes au 30 juin 2015.

Note 3 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte des dépréciations et amortissements.

Note 4 - Information sectorielle

Au travers de ses filiales, Solocal Group exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le Groupe crée et met à disposition des services qui donnent accès à une mine d'informations utiles et fiables. Adaptés en permanence aux modes de consommation, ils accompagnent les citoyens partout et tous les jours pour leur faciliter la vie : localiser et contacter un professionnel, obtenir un itinéraire, visiter les boutiques des commerçants, repérer les bons plans...

Toujours au plus près des usages, Solocal Group développe ses services non seulement sur l'Internet fixe, mais aussi sur tous les supports mobiles (notamment via des applications pour iPhone, iPad et Android), répondant ainsi au besoin grandissant de disponibilité et de proximité des informations.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des media : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels. Les marques du Groupe bénéficient d'une très forte notoriété et de la confiance des utilisateurs. La crédibilité des services, construite année après année, est le socle de la puissance des audiences. Le Groupe s'est réorganisé depuis le début de l'année 2014 autour de 6 business units, 5 verticales « marchés » Solocal Commerce, Solocal B2B, Solocal Habitat, Solocal Services, Solocal Santé et Public, et Solocal Network dédiée aux marques et réseaux, grands comptes et clients internationaux. Cette organisation vise à améliorer l'expérience clients, et de répondre au mieux à leurs attentes, notamment avec le développement et la commercialisation de services et produits adaptés aux besoins des différents marchés.

Les activités du Groupe se décomposent en deux segments : le segment « Internet », et le segment « Imprimés & Vocal ».

- Internet :

La croissance Internet du Groupe repose sur 2 lignes de produit : « search et display » d'une part, et « marketing digital » d'autre part.

Les produits « search et display » constituent le socle historique des activités internet de Solocal Group et représentent la plus grosse partie du chiffre d'affaires internet. Le Groupe se diversifie de plus en plus dans les activités dites de « marketing digital », principalement en proposant de nouvelles offres de service à sa base de clients « search et display » existante.

Search et display : il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs

locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (QDQ Media). Les produits afférents reposent très largement sur les grands médias du Groupe « pagesjaunes.fr », « Mappy » et « ComprendreChoisir ».

Marketing digital : Les solutions de Marketing digital de Solocal Group permettent à tout professionnel, de la TPE à la grande enseigne à réseau, d'étendre leur présence sur Internet au-delà des médias propres du Groupe, et de bénéficier de services de mise en relation transactionnels.

Parmi les solutions de présence digitale, Solocal Group propose la création et l'hébergement de sites Web et leur référencement sur pagesjaunes.fr, les partenaires affiliés et les moteurs de recherche (SEO – référencement naturel, ou SEM – référencement payant). Les sites développés par Solocal Group pour le compte de ses clients sont compatibles avec un usage mobile. De surcroît, des solutions de ciblage des internautes permettent d'étendre la visibilité des sites des clients du Groupe sur des portails premium partenaires.

Solocal Group propose également des services de mise en relation transactionnels, en adéquation avec le secteur d'activité des professionnels : demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo, demande de devis sur le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, prise de rendez-vous en ligne s'appuyant sur la technologie développée par ClicRDV, commande en ligne la livraison de plats cuisinés sur Chronorest.fr auprès des restaurants de proximité référencés, solutions de Web-to-Store au travers de l'actif cartographique Mappy et de la technologie de « store locator » de Leadformance.

En outre, Solocal Group met à disposition de ses clients la possibilité de créer et mettre en visibilité des offres promotionnelles de type « couponing » (123deal et Smartprivé), la promotion et mise en avant de Bons Plans sur pagesjaunes.fr, et la création et gestion de campagnes de Marketing Direct (SMS, emailing ciblé).

- **Imprimés & Vocal :**

Il s'agit de l'activité relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*).

Par ailleurs, il s'agit aussi des activités suivantes : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2014 (*)	2ème trimestre 2015	2ème trimestre 2014 (*)
Chiffre d'affaires	450 197	470 775	240 960	255 076
- Internet	329 242	315 281	168 990	161 320
- Imprimés & Vocal	120 955	155 494	71 970	93 756
EBITDA récurrent	133 775	167 244	79 590	85 433
- Internet	97 680	106 117	55 919	49 294
- Imprimés & Vocal	36 095	61 127	23 671	36 139

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

Note 5 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2014	2ème trimestre 2015	2ème trimestre 2014
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	145	160	89	67
Résultat de cession d'actifs financiers	(13)	153	20	84
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	900	271	457	(95)
Produits financiers	1 032	584	566	56
Intérêts sur dettes financières	(32 613)	(41 401)	(16 300)	(19 859)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(7 871)	(6 879)	(4 005)	(3 783)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(3 599)	(9 521)	(1 800)	(6 527)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers	2 739	476	2 739	476
Autres frais & honoraires financiers	(1 940)	(103)	(1 719)	(83)
Coût de désactualisation (1)	(669)	(955)	(333)	(298)
Charges financières	(43 953)	(58 383)	(21 418)	(30 074)
Résultat financier	(42 921)	(57 799)	(20 852)	(30 018)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite.

Note 6 - Impôt sur les sociétés

6.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2015	Période close le 30 juin 2014 (*)	2ème trimestre 2015	2ème trimestre 2014 (*)
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	59 142	72 018	39 264	37 588
Quote-part de résultat des entreprises associées	107	(191)	-	(224)
Résultat net des activités poursuivies hors Q-P des entreprises associées avant impôt	59 035	72 209	39 264	37 812
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(20 328)	(24 864)	(13 520)	(13 020)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(918)	(972)	(338)	(582)
Rémunération en actions	2 814	(625)	(391)	(530)
Filiales étrangères	598	184	579	119
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compt. prix	-	(1 678)	-	(1 678)
Amortissements non déductibles	(43)	-	-	-
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(3 562)	(3 807)	(1 911)	(2 016)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(3 460)	(4 146)	(1 739)	(2 021)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	-	4 510	-	3 258
Taxe additionnelle de 10,7%	(2 043)	(2 680)	(1 369)	(1 033)
Autres produits non taxables et charges non déductibles	1 795	2 329	1 020	640
Impôt effectif	(25 146)	(31 748)	(17 669)	(16 864)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(25 743)</i>	<i>(21 564)</i>	<i>(14 908)</i>	<i>(7 016)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>597</i>	<i>(10 184)</i>	<i>(2 761)</i>	<i>(9 848)</i>
Taux d'imposition effectif	42,6%	44,0%	45,0%	44,6%

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

6.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)	Période close le 30 juin 2014 (*)
Indemnités de départ en retraite	28 832	27 663	25 887
Participation des salariés	2 927	3 048	3 553
Provisions non déductibles	1 216	2 048	6 082
Instruments de couverture	1 097	1 836	4 230
Autres différences	2 041	1 359	863
Sous-total impôts différés actifs	36 113	35 954	40 615
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	-	(13)	(28)
Frais d'émission d'emprunts	(8 299)	(9 643)	(10 985)
Amortissements à caractère fiscal	(22 381)	(19 370)	(16 163)
Sous-total impôts différés passifs	(30 680)	(29 026)	(27 176)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	5 433	6 928	13 439
<i>Impôts différés à l'actif</i>	5 433	6 928	13 439
<i>Impôts différés au passif</i>	-	-	-

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire au premier semestre 2015. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 65,5 millions d'euros.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 6,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 à 5,4 millions d'euros au 30 juin 2015.

Au bilan du 30 juin 2015, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 0,1 million d'euros et une dette d'un montant de 5,6 millions d'euros. Au bilan du 30 juin 2014, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 19,2 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros. L'impôt décaissé au 30 juin 2015 est de 0,6 million d'euros contre 44,8 millions d'euros au 30 juin 2014.

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2015	Période close le 31 décembre 2014 (*)	Période close le 30 juin 2014 (*)
Solde en début d'exercice	6 928	19 711	19 711
Variations enregistrées en capitaux propres	(2 092)	5 943	3 912
Variations enregistrées en résultat	597	(18 726)	(10 184)
Solde en fin d'exercice	5 433	6 928	13 439

(*) Retraité de l'application rétroactive de l'interprétation IFRIC 21 (cf. note 2)

Note 7 - Instruments financiers dérivés

Solocal Group utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. Solocal Group a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf. note 8). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre lors de l'initiation des ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2014 et 30 juin 2015, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Période close le 30 juin 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 30 juin 2014
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	(2 642)	(8 601)	(14 215)
Collar – couverture de juste valeur	(442)	(1 342)	(2 029)
Actif / (Passif)	(3 084)	(9 943)	(16 244)
<i>Dont non courant</i>	-	-	(16 244)
<i>Dont courant</i>	(3 084)	(9 943)	-

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2014 et le 30 juin 2015, soit une hausse de 6,0 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêts, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 0,4 million d'euros.

La variation du collar (qualifié de couverture de juste valeur) a été constatée en produits financiers (cf. note 6), pour un montant de 0,9 million d'euros. Un impôt différé de 0,3 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 8 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 juin 2015	Période close le 31 décembre 2014	Période close le 30 juin 2014
Intérêts courus non échus	15	179	22
Equivalents de trésorerie	60 002	34 349	41 770
Trésorerie	15 136	11 826	12 811
Trésorerie brute	75 153	46 354	54 603
Découverts bancaires	(2 818)	(2 776)	(1 949)
Trésorerie nette	72 335	43 578	52 654
Emprunt bancaire	811 068	813 816	813 896
Emprunt obligataire	350 000	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	-	20 000	-
Frais d'émission d'emprunts	(22 154)	(25 753)	(29 287)
Dettes de crédit-bail	884	841	1 021
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 7)	3 084	9 943	16 244
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 009	1 419	1 419
Intérêts courus non échus	4 784	5 060	16 876
Autres dettes financières	4 786	4 056	1 360
Endettement financier brut	1 153 461	1 179 382	1 171 529
<i>dont courant</i>	<i>24 968</i>	<i>39 745</i>	<i>18 514</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 128 493</i>	<i>1 139 637</i>	<i>1 153 015</i>
Endettement net	1 081 126	1 135 804	1 118 875

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2015, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 60,0 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM et de comptes à terme rémunérés non bloqués. Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 14 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en juin 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur EBITDA consolidé (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,25 du 30 juin et 30 septembre 2015 et à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil au-delà sur la durée restante du contrat (EBITDA et dette nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers, à noter que la définition de l'EBITDA pour le calcul des *covenants* est différente de celle de l'EBITDA reporté dans les présents comptes) ;
- le ratio EBITDA consolidé par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal

à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat sur la durée restante du contrat (EBITDA et charge nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;

- à compter de l'exercice 2015 et si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Au 30 juin 2015, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en dette courante. Ces ratios s'établissent respectivement à 3,83 et à 3,72.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des *covenants* financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de

dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Au 30 juin 2015, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 au nominal de 811,1 millions d'euros : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 non tirée : au nominal de 54,6 millions d'euros, amortissable de 4,124% à chaque trimestre et une maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

La société a procédé au cours du 2^{ème} trimestre à un rachat partiel de sa dette bancaire pour 15 millions d'euros.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, Solocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014, des compléments de prix pourraient être versés en 2015, 2016 et 2017 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 30 juin 2015, ils ont été estimés à 1,0 million d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par Solocal Group.

Note 9 - Capitaux propres

Au travers du contrat de liquidité, la Société détenait 702 891 de ses propres actions au 30 juin 2015 (737 001 au 31 décembre 2014), comptabilisées en diminution des capitaux propres.

Hors contrat de liquidité, Solocal Group a racheté :

- en 2011, 2 000 000 d'actions propres pour un montant total de 6,0 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En avril 2014, l'acquisition définitive de 479 814 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2011 ont été prélevées sur ce stock. Le solde de ces actions propres, soit 1 520 186, ont été acquises définitivement en mars 2015 et ont été prélevées sur ce stock.
- Au 31 mars 2015, 3 700 000 d'actions propres pour un montant total de 2,3 millions d'euros comptabilisées en diminution des capitaux propres. En mars 2015, l'acquisition définitive de 3 581 827 actions distribuées au titre du plan d'actions gratuites 2012 ont été prélevées sur ce stock.

Au 30 juin 2015, Solocal Group détenait 118 173 actions propres en direct.

Ainsi, au 30 juin 2015, Solocal Group détenait un total de 821 064 de ses propres actions.

Le capital social de Solocal Group est composé de 1 166 296 243 actions de 0,20 euro de valeur nominale chacune, soit un montant total de 233 259 389 euros (actions auto détenues non déduites).

Note 10 – Evolution du périmètre de consolidation

Le 15 juin 2015, Euro Directory a cédé les 10,1% du capital d'Editus Luxembourg. A l'issue de cette opération, Solocal Group ne détient plus de participation au sein d'Editus.

Note 11 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours du premier semestre 2015.

Note 12 – Engagements hors bilan

Il n'y a pas eu de nouveaux engagements significatifs au cours du premier semestre 2015.

Note 13 – Litiges – évolutions significatives du semestre

Durant l'année 2013, PagesJaunes a dû procéder à une nouvelle réorganisation afin de garantir sa pérennité face à un environnement professionnel en permanente évolution et de fortes menaces concurrentielles.

Un projet d'évolution du modèle et de l'organisation de PagesJaunes a été présenté aux Instances Représentatives du Personnel de l'entreprise à partir de septembre 2013.

Parallèlement, la Direction a négocié avec les organisations syndicales représentatives, un accord majoritaire portant sur des mesures sociales d'accompagnement. Cet accord a été signé le 20 novembre 2013.

Au terme de ces travaux avec les représentants du personnel, ce plan prévoyait une réorganisation assortie de modifications des contrats de travail de l'ensemble de la force de vente, un projet sans licenciements secs dont le solde net global est, en revanche, créateur de 48 emplois supplémentaires au sein de l'entreprise.

Cet accord a fait l'objet d'une décision de validation par la DIRECCTE le 2 janvier 2014.

Un salarié a engagé une action isolée afin de solliciter l'annulation de ce plan de sauvegarde. Il a été débouté par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise le 22 mai 2014.

A la suite de l'appel formé par ce salarié, la cour administrative d'appel de Versailles dans un arrêt du 22 octobre 2014, a toutefois estimé que la signature d'un délégué syndical devait être remise en cause et annulé en conséquence la décision administrative de validation du plan de sauvegarde du 20/11/2013.

L'existence ou le contenu du plan ne sont toutefois pas en cause. La décision de la cour, en l'état, ne remet pas en cause la validité de la procédure suivie et la réalité du motif économique ayant justifié la procédure mise en œuvre par PagesJaunes.

De ce fait, cet arrêt n'a donc pas d'impact sur la validité de la procédure de licenciements économiques elle-même.

Le Conseil d'Etat saisi par PagesJaunes SA doit rendre très prochainement sa décision au fond dans cette affaire.

311 salariés ayant refusé la modification de leur contrat de travail liée à cette réorganisation, 280 d'entre eux ont été licenciés.

A ce jour, 3 procédures devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise en annulation des décisions d'autorisations de licenciement sont actuellement en cours.

104 procédures judiciaires ont été introduites devant les juridictions prud'homales (dont 20 procédures de référé) par des salariés se prévalant des conséquences de l'annulation de la décision administrative de validation de l'accord collectif relatif au plan de sauvegarde de l'emploi par la CAA de Versailles, qui leur permet, en l'état des textes de loi, de revendiquer une indemnisation forfaitaire.

A ce jour, la 1^{ère} juridiction saisie, le Conseil de Prud'hommes de Rennes a rejeté le 5 février 2015 l'ensemble des 20 demandes en référé portées devant lui.

Un appel à l'initiative des salariés est en cours.

Note 14 - Evènements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2015

Néant

3. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés du premier semestre de l'exercice 2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Sèvres, le 21 juillet 2015
Directeur Général
Jean-Pierre Remy

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2015

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Solocal Group, relatif à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Les comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 21 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes,

Ernst & Young Audit

Deloitte & Associés

Denis THIBON

Ariane BUCAILLE